

**REPOSE DE LA FEDERATION FRANCAISE DES TELECOMS**

**A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ANFR  
SUR L'EVOLUTION DU PROTOCOLE DE MESURE DE L'EXPOSITION DU PUBLIC  
AUX ONDES ELECTROMAGNETIQUES**

**JUIN 2015**

Le présent document constitue la contribution officielle de la Fédération Française des Télécoms (ci-après « FFTélécoms ») à la Consultation publique lancée par l'Agence nationale des Fréquences (ANFR) le 29 avril 2015 et intitulée « Consultation publique sur l'évolution du protocole de mesure de l'exposition du public aux ondes électromagnétiques ». La FFTélécoms est une association professionnelle regroupant les principaux opérateurs de télécommunications fixes et mobiles, sur le marché français<sup>1</sup>.

En préambule, les membres de la FFTélécoms tiennent à rappeler que le protocole de mesure de l'exposition du public aux ondes électromagnétiques, mis en place par l'Agence nationale des fréquences, a deux fonctions :

1. il est, en premier lieu, l'unique moyen de vérifier, in situ, la conformité de l'exposition aux ondes électromagnétiques au regard des valeurs limites réglementaires ;
2. il est, ensuite, un outil d'information et de transparence vis-à-vis de l'opinion publique en ce qui concerne les champs électromagnétiques : plus de 30 000 rapports de mesure sont disponibles le site web de l'ANFR [www.cartoradio.fr](http://www.cartoradio.fr).

La contribution s'attachera donc à discuter du texte proposé en tenant compte de ces deux fonctions. **Le protocole étant jugé, d'une façon générale, pertinent et bien adapté, les remarques ci-dessous doivent être considérées comme des propositions pour en améliorer encore la qualité.**

#### **REMARQUES CONCERNANT LES RESULTAT POSSIBLES D'UNE MESURE**

- La mesure large bande fournit un résultat immédiat permettant, dans la grande majorité des cas, de statuer sur le respect des valeurs limites réglementaires. Cette mesure a donc une évidente portée réglementaire mais elle est aussi facilement compréhensible dans le cadre de l'information du grand public, d'autant plus qu'elle représente, comme l'ANFR le souligne dans la présentation de la consultation (page 2), « *un bon indicateur de l'exposition à l'emplacement retenu* ».
- La mesure par service, qu'elle soit issue de la réalisation du cas B (paragraphe 3.3.1.a du protocole de mesure) ou d'une évaluation informative ('cas A services'), permet de compléter le résultat de la mesure large bande en indiquant précisément la contribution de chaque service. Cette mesure n'a qu'une vocation informative.
- L'extrapolation n'est pas une mesure ; c'est le résultat d'un post-traitement des valeurs mesurées afin d'estimer le niveau d'exposition dans le cas où tous les émetteurs fonctionneraient au maximum de leur puissance simultanément pendant un temps suffisamment long. Ce résultat ne reflète en rien le niveau d'exposition des personnes

---

<sup>1</sup> Pour de plus amples informations, merci de bien vouloir consulter : <http://www.fftelecoms.org/content/la-federation>

comme cela est souligné dans la présentation de cette consultation : « *le résultat après extrapolation à puissance maximale des émetteurs [est] un majorant de l'exposition, non atteint dans la pratique mais utilisé pour s'assurer de la conformité au-dessus de 6 V/m* » (page 2). Ainsi, ce calcul n'a pour seule vocation que la vérification de la conformité aux valeurs-limites réglementaires.

Ainsi, les membres de la FFTélécoms notent que les mesures 'large bande' et 'par services' permettent de répondre aux double objectif du protocole de mesure : vérification de la conformité et information du grand public. Ils considèrent que ces mesures doivent être privilégiées.

En ce qui concerne le calcul de l'extrapolation, les membres de la Fédération reconnaissent son utilité dans le cadre de la vérification du respect de la réglementation. Cependant, ils ne comprennent pas qu'il soit possible d'obtenir le résultat de ce calcul sur simple demande alors même que la conformité est acquise via la mesure large bande. Cela signifierait que ce calcul a une portée informative alors même que son interprétation et sa compréhension demeurent extrêmement difficiles pour le grand public et la majorité des parties prenantes. Ce résultat est d'ailleurs souvent interprété comme étant le niveau d'exposition maximum au cours de la journée ou même un niveau d'exposition possible, ce qui est inexact. Les membres de la FFTélécoms souhaitent donc que l'extrapolation ne soit réalisée que dans le cas d'un résultat de mesure large bande supérieur à 6 V/m. En plus de faciliter la compréhension du grand public sur ce dossier, cela permettrait de simplifier les échanges avec les parties prenantes sans compter que cela allègerait les échanges des paramètres des cellules (coefficients d'extrapolation) indispensables à ce calcul.

#### **REMARQUES CONCERNANT LES POINTS ATYPIQUES**

Enfin, les membres de la FFTélécoms ont bien noté qu'« *une recherche des points atypiques sera aussi effectuée selon les critères prévus dans la loi n° 2015-136 du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques.*» (page 6 du document en consultation), mais s'interrogent sur ces critères non déterminées précisément par la loi citée. Ils souhaitent par conséquent des éclaircissements sur ce point, ainsi que sur la présentation des 'points atypiques' dans le rapport de mesure et sur la communication au grand public de ces informations.

---